

Blanquer ose tout, c'est même à ça qu'on le reconnaît !

Après une réforme du baccalauréat menée en dépit du bon sens et deux ans de directives « sanitaires » contradictoires et inapplicables, tout ce que trouve à faire notre ministre, c'est de se pavaner sur le plateau de Cyril Hanouna, d'exhiber sa nouvelle barbe et de sortir un livre – un énième – dans lequel il prétend déclarer sa flamme aux enseignant.es et avoir « sauvé les enfants de France d'un naufrage dramatique »... **Avec des capitaines de ce genre, plus besoin d'icebergs !**

Nous attendons d'un.e ministre qu'elle réponde à la faiblesse des moyens matériels et humains, aux inégalités jamais résorbés entre enfants de riches et pauvres, au séparatisme scolaire assumé des bourgeois par le biais du privé et des grandes écoles, à l'absurdité d'un fonctionnement vertical qui ne tient jamais compte des réalités du terrain. Notre ministre préfère dérouler sa recette libérale éculée : **évaluations et chefs à tous les étages, réduction des coûts, des personnels, du service public, mise en concurrence des collègues, répression syndicale et de l'expression, désinvestissement de l'état...**

Cette politique du mépris doit cesser, et Blanquer doit partir !



Depuis des années, nous réclamons plus de professeur.e.s et de remplaçant.e.s, plus d'infirmier.e.s, de psychologues, de médecins, d'agents territoriaux, une reconnaissance des métier d'AESH et d'AED, moins d'élèves dans les classes, plus de locaux et de moyens pour accompagner et valoriser la différence au lieu de la hiérarchiser. Pour cela, il faut une véritable politique tournée vers l'Ecole et les Services Publics. Au lieu de cela Blanquer se targue de faire des économies sur le budget et dans le même temps, l'inflation augmente et on s'les gèle avec un point d'indice qui ne bouge plus depuis plus de dix ans !

L'école de la « confiance » que prétend mettre en œuvre Blanquer n'est rien d'autre qu'une entreprise d'enfumage massif, comme en témoignent le devoir de réserve qu'il exige des personnels, la manipulation de la démocratie lycéenne par le biais d'Avenir lycéen, syndicat « maison », la répression des élèves et des personnels qui ont tenté d'alerter sur leur situation alarmante. Pour cela, le ministère sait pouvoir s'appuyer sur des chefs d'établissement dont la loyauté exclusive envers leur hiérarchie ne fait plus de doute. C'est tout le sens de la « proposition » de Macron à Marseille et de la proposition de loi Rilhac, qui cherche à transformer la fonction de directeur.ice d'école, jusqu'ici sans autorité hiérarchique sur les collègues, en chef, relais de la hiérarchie, bénéficiant d'un avancement plus rapide... **Nous ne voulons et n'avons besoin d'aucun chef pour enseigner et apprendre, nous avons besoin de soutien, de confiance – la vraie. Pour une autogestion de l'éducation, par et pour tou.te.s,**

toutes et tous en grève jeudi 23 septembre !

Avec les autres secteurs le 5 octobre et le 19 octobre avec les AESH !

CNT CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL
www.cnt-f.org/cnt42

Syndicats CNT de la Loire salle 15bis Cours Victor Hugo 42028 St-Etienne Cedex 1
cnt42@cnt-f.org 04 77 25 78 04 Permanence tous les vendredis à partir de 17h00
UL CNT Roanne Bourse du Travail Centre Mendès France 12 Avenue de Paris
42300 Roanne cntroanne42@aposte.net